



Sujet de votation

## Initiative populaire fédérale « Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre »

### Situation de départ

L'initiative populaire « Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre » a été déposée le 21 juin 2018. Elle vise à compléter la constitution fédérale par un nouvel article 107a. Cet article veut interdire à la Banque nationale, aux fondations ainsi qu'aux institutions de prévoyance publique et de prévoyance professionnelle (caisses de pension, AVS, AI...) de financer les producteurs de matériel de guerre. Selon cet article, sont considérés comme producteurs de matériel de guerre les entreprises réalisant plus de cinq pour cent de leur chiffre d'affaires annuel grâce à la production de matériel de guerre. De plus, cette initiative demande à la Confédération de s'engager au niveau international pour que des conditions semblables s'appliquent également pour les banques et les assurances. Aucun contre-projet n'a été opposé à cette initiative.

### Texte de l'initiative

#### **Art. 107a Interdiction de financer les producteurs de matériel de guerre**

- 1 Le financement des producteurs de matériel de guerre par la Banque nationale suisse, par les fondations, ainsi que par les institutions de la prévoyance publique et de la prévoyance professionnelle est interdit.*
- 2 Sont réputées producteurs de matériel de guerre les entreprises dont plus de 5 % du chiffre d'affaires annuel proviennent de la production de matériel de guerre. Les équipements de déminage humanitaire ainsi que les armes de chasse et de sport, y compris les munitions correspondantes, ne sont pas considérés comme matériel de guerre.*
- 3 Sont réputées financer d'un producteur de matériel de guerre les opérations suivantes :*
  - a l'octroi à un producteur de matériel de guerre d'un crédit, d'un prêt, d'une donation ou d'un avantage financier comparable ;*
  - b la prise de participation dans un producteur de matériel de guerre et l'acquisition de titres émis par un producteur de matériel de guerre ;*
  - c l'acquisition de parts de produits financiers, comme les placements collectifs de capitaux et les produits structurés, si ces produits financiers contiennent des produits de placement visés à la let. b.*
- 4 La Confédération s'engage sur le plan national et international en faveur de la mise en place de conditions analogues applicables aux banques et aux assurances.*

### Contexte

Cette initiative a été lancée par le GSOA et les jeunes vert-e-s. Dans les médias, elle a été relayée grâce à la militante pour la paix de 86 ans, qui a tagué sur le mur de la Banque nationale le slogan « L'argent des armes tue ». Au sein du Conseil national, les Verts, le PS, les Verts 'libéraux et le PEV ont plaidé en vain en faveur d'un contre-projet.

### Recommandation

Le Conseil fédéral, le Conseil national (71:120) et le Conseil des Etats (13:32) recommandent le rejet de l'initiative. Seuls les Verts, le PS et les conseillers nationaux du PEV se sont exprimés en faveur de cette initiative.

## Arguments

<b>Pour</b> <a href="http://commercedeguerre.ch">commercedeguerre.ch</a>	<b>Contre</b> <a href="#">FDP, SVP, CVP, Bundesrat</a>
<ul style="list-style-type: none"> <li> <p>• <b>Lutter contre les causes des migrations</b> Jamais depuis la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, il n'y a eu autant de personnes fuyant leur pays. La majorité de ces personnes fuient des guerres actuelles ou les conséquences de conflits passés. L'industrie de l'armement profite de ces conflits et les alimente en livrant des armes supplémentaires. Cette initiative combat les causes des migrations en veillant à ce qu'il y ait moins d'armes dans les zones de guerre.</p> </li> <li> <p>• <b>Contribution à un monde plus pacifique</b> Les armes ne sont pas un produit comme les autres. Elles sont produites afin de tuer des êtres humains. Les producteurs de matériel de guerre profitent de la vente d'armes qui, dans des zones de guerre, tuent des êtres humains. La Suisse, en tant que place financière importante, joue un rôle central à cet égard. Les institutions financières comme la Banque nationale ou les grandes banques investissent chaque année des milliards dans le commerce de la mort. Avec l'initiative « Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre », cette activité est (au moins partiellement) stoppée.</p> </li> <li> <p>• <b>Le financement du matériel de guerre est en contraction avec la neutralité</b> La neutralité et la tradition humanitaire sont des valeurs de base de notre pays. Toutefois, lorsque l'argent de la Suisse alimente les mêmes conflits que ceux qu'elle tente de résoudre au moyen de la diplomatie, cela est totalement</p> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li> <p>• <b>Cette initiative serait préjudiciable</b> La prévoyance publique et la prévoyance professionnelle, qui sont déjà confrontées à des défis importants en matière de démographie et de taux d'intérêt, seraient mises encore plus sous pression. Dans la mesure où la possibilité d'investissement au niveau international ne serait plus possible, cette interdiction de financement représente un empiètement majeur sur la gestion de patrimoines privés.</p> </li> <li> <p>• <b>Domages pour l'industrie suisse</b> L'accès aux crédits serait particulièrement difficile pour les PME locales actives dans l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux (industrie MEM) lorsqu'elles font partie d'une chaîne d'approvisionnement pour les entreprises de défense dans le pays ou à l'étranger. L'industrie MEM, qui serait touchée, emploie env. 320'000 employés en Suisse et génère 7.3% du PIB (2017).</p> </li> <li> <p>• <b>L'indépendance de la Banque nationale est menacée</b> L'initiative remet en question l'indépendance de la BNS, car elle l'empêche de mener une politique d'investissement douce et neutre. Cela créerait en outre un précédent pour d'autres situations.</p> </li> <li> <p>• <b>L'initiative serait inefficace</b> Une interdiction mondiale de financement dans le domaine de l'armement n'est pas réaliste. Une telle volonté est inexistante dans le cadre de l'ONU ou encore dans d'autres organismes internationaux. L'interdiction de financement en Suisse n'aurait aucun</p> </li> </ul>

contradictoire. Sur le plan géopolitique, le rôle de la Suisse en tant que partenaire crédible et neutre est important pour les médiations directes.

effet en raison du manque d'influence sur l'offre et la demande de matériel de guerre au niveau mondial.